



**iisd | Reporting Services**

# Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

## Compte rendu du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire

Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD)  
en collaboration avec la FAO



EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/FOOD/WSFS2009/](http://www.iisd.ca/YMB/FOOD/WSFS2009/)  
COMPTE RENDU FINAL, VOLUME 150, NUMÉRO 7, SAMEDI 21 NOVEMBRE 2009

### COMPTE RENDU DU SOMMET MONDIAL SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE: 16-18 NOVEMBRE 2009

Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire a eu lieu du 16 au 18 novembre 2009 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à Rome, Italie. Le Sommet a rassemblé plus de 4700 délégués venus de 180 pays, dont 60 chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que des représentants de gouvernements, d'agences onusiennes, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales (ONG), du secteur privé et des médias. Durant le sommet, les délégués ont pris part à un segment de haut niveau et à une série de quatre tables rondes portant sur les sujets suivants: réduction au minimum de l'impact négatif des crises alimentaire, économique et financière sur la sécurité alimentaire mondiale; mise en œuvre de la réforme de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, l'adaptation au, et l'atténuation du, changement climatique: les défis à relever dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et, les mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale, notamment celles devant être prises en faveur du développement rural, des petits agriculteurs et des considérations commerciales.

Suite à la 136<sup>e</sup> session du Conseil de la FAO, tenue du 15 au 19 juin 2009 à Rome, Italie, un Groupe de travail à composition non limitée a été créé pour convenir des dispositions nécessaires pour le Sommet. Le Groupe de travail à composition non limitée négocié devait également négocier le texte de la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, que les délégués au Sommet ont adopté par acclamation, le jour de l'ouverture du Sommet.

Les résultats du Sommet comprennent le Rapport du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire et la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. La Déclaration décrit les objectifs stratégiques, les engagements et les actions, et définit les Cinq principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable.

#### BREF HISTORIQUE

**Sommet mondial de l'alimentation:** Le Sommet mondial de l'alimentation s'est déroulé du 13 au 17 novembre 1996, à Rome, Italie. Il a eu lieu en réponse à la persistance d'une sous-alimentation généralisée et à l'inquiétude croissante concernant la capacité de production agricole à répondre aux besoins alimentaires futurs. Le Sommet de 1996 a mis en présence près de 10.000 participants et a abouti à l'adoption de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. La Déclaration de Rome énonce sept engagements qui établissent les fondements d'une sécurité alimentaire durable pour tous, tandis que le Plan d'action définit les objectifs et actions appropriés pour la mise en œuvre pratique de ces engagements. Le Sommet a également formulé l'objectif consistant à atteindre la sécurité alimentaire pour tous, à travers des efforts constants visant à éradiquer la faim dans tous les pays, dans l'immédiat, et à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées, d'ici 2015.



Vue de Rome depuis le siège de la FAO

**Sommet mondial de l'alimentation: Cinq ans après:** Ce Sommet s'est tenu à Rome, Italie, du 10 au 13 juin 2002 et a renouvelé l'engagement pris lors du Sommet de 1996. Les délégués ont appelé tous les États à renforcer leurs efforts et à agir en tant qu'alliance internationale contre la faim.

**Première Consultation technique de la FAO sur la bioénergie et la sécurité alimentaire:** Des spécialistes du monde entier se sont réunis du 16 au 18 avril 2007 au siège de la FAO, à Rome, Italie, pour discuter de la production de bioénergie, des opportunités qu'elle offre et de ses risques connexes sur la sécurité alimentaire et l'environnement. Les participants ont convenu que si les préoccupations touchant à l'environnement et à la sécurité alimentaire étaient prises en ligne de compte, les gouvernements pouvaient utiliser la bioénergie comme force positive pour le développement rural. La réunion a recommandé que la plate-forme internationale sur la bioénergie de la FAO élabore, pour les gouvernements et les investisseurs potentiels, un ensemble de lignes directrices leur permettant de traiter avec l'industrie des biocarburants.

#### DANS CE NUMÉRO

Bref Historique . . . . .	1
Le Chemin Vers le Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire . . . . .	2
Compte Rendu de la Réunion . . . . .	3
Plénière d'Ouverture . . . . .	3
Déclaration du Sommet Mondial sur la Sécurité Alimentaire . . . . .	4
Segment de Haut Niveau . . . . .	5
Tables Rondes . . . . .	7
Clôture du Sommet . . . . .	9
Réunions à Venir . . . . .	10
Glossaire . . . . .	10

Le *Bulletin du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Earth Negotiations Bulletin* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé par Alexandra Conliffe, Andrey Vavilov, Ph.D., et Simon Wolf. Edition numérique: Diego Noguera. Version française: Mongi Gadhoun - Révision: Myriam Gadhoun. Rédacteur en chef: Leonie Gordon <leonie@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par la FAO. L'IIDD peut être contacté au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *bulletin* sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises par e-mail à notre liste de distribution (en format HTML et PDF) et peuvent être trouvées sur le serveur WWW Linkages sur Linkages WWW-server à <http://www.iisd.ca/>. Pour plus de précisions sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture de vos événements, contacter le directeur du Services Information de l'IIDD à <kimo@iisd.org>, +1-646-536-7556 or 300 East 56th St., 11A, New York, New York 10022, USA.

**Réunion semestrielle des chefs des institutions des Nations Unies avec le Secrétaire général de l'ONU:** Au cours de la réunion semestrielle entre le secrétaire général Ban Ki-moon et les chefs des institutions des Nations Unies, tenue les 28 et 29 avril 2008, Ban a annoncé son intention d'élaborer une stratégie mondiale visant à faire face à la crise alimentaire mondiale. Un groupe spécial de haut niveau (GSHN) sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale a été créé, coordonné par le sous-secrétaire général chargé des affaires humanitaires, John Holmes, et le coordonnateur du Système des Nations Unies contre la grippe aviaire et humaine, David Nabarro. Le GSHN, qui est présidé par Ban et qui comprend les chefs de la Banque mondiale, du FMI, du Programme alimentaire mondial, de la FAO, du Fonds international de développement agricole et de l'Organisation mondiale du commerce, a élaboré un plan d'action pour discussion lors de l'édition 2008 de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale.

**Seizième session de la Commission du développement durable (CDD-16):** La CDD-16 s'est tenue du 5 au 16 mai 2008; à New York, Etats-Unis, pour examiner le module thématique consacré à l'agriculture, au développement rural, aux sols, à la sécheresse, à la désertification et à l'Afrique. Les participants ont souligné les liens entre la session, l'ordre du jour thématique de la session et, à la fois, la crise alimentaire et les changements climatiques actuels. La CDD-16 a identifié des facteurs clés de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, dont notamment, la dégradation des terres, les coûts élevés de l'énergie, le changement climatique, les mauvaises récoltes, la spéculation sur les matières premières agricoles, les conditions inéquitables du commerce, le déclin des investissements dans le développement agricole et la production accrue de biocarburants à partir de cultures vivrières.

**Réunion extraordinaire de l'ECOSOC sur la crise alimentaire mondiale:** Le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a tenu une réunion spéciale sur la crise alimentaire mondiale, du 20 au 22 mai 2008, au Siège de l'ONU à New York, Etats-Unis. Les participants y ont convenu des priorités à court terme, y compris de mesures immédiates à entreprendre par les donateurs et les gouvernements pour permettre aux agriculteurs de répondre aux exigences de production. Ils ont également identifié des mesures à moyen et à long termes pour lutter contre la crise alimentaire dont, notamment, le réexamen du montant de l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture.

**Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis posés par le changement climatique et les bioénergies:** Entre les 3 et 5 juin 2008, plus de 4700 délégués, venus de 183 pays, se sont réunis à Rome, Italie, pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis posés par le Changement climatique et les bioénergies. Ils ont réaffirmé les conclusions du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et l'objectif, confirmé par le *Sommet mondial de l'alimentation: cinq ans après*, consistant à atteindre la sécurité alimentaire pour tous, dans une perspective immédiate de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015, au plus tard. Ils ont également réaffirmé leur engagement à concrétiser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les résultats de la conférence ont englobé une Déclaration qui a été parachevée après de longues négociations. Elle décrivait les priorités et les activités proposées pour l'immédiat ainsi que des mesures à court, moyen et long termes, et le travail de suivi et d'évaluation.

**Edition 2008 du Sommet du G 8:** Les participants au Sommet du G8 de 2008, tenu à Toyako, Japon, entre les 25 et 27 juin 2008, ont exprimé leurs préoccupations concernant la situation d'urgence alimentaire et, dans une Déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale, ont annoncé des mesures visant à faire face et à agir sur les causes profondes de la crise. Ils ont convenu de travailler avec la communauté internationale pour former un partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation, impliquant l'ensemble des acteurs concernés, notamment les gouvernements des pays en développement, le secteur privé, la société civile, les donateurs et les institutions internationales. Ils ont également fait part de leur engagement

en faveur d'une réforme en profondeur de la FAO, en vue de renforcer son efficacité dans le domaine de l'aide visant à garantir la sécurité alimentaire pour tous.

**Trente-cinquième session (extraordinaire) de la Conférence de la FAO:** A cette session extraordinaire, tenue à Rome, Italie, du 18 au 21 novembre 2008, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a proposé la convocation d'un Sommet mondial des chefs d'Etat et de gouvernement sur la sécurité alimentaire, en 2009, dans la foulée de la trente-sixième session de la Conférence de la FAO. L'objectif du Sommet serait de réaliser un large consensus en faveur d'une éradication rapide et totale de la faim dans le monde.

**Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous:** Cette réunion s'est tenue à Madrid, Espagne, les 26-27 janvier 2009 pour: accélérer les progrès devant être accomplis dans la réalisation des OMD contre l'extrême pauvreté et la faim, traiter la question des effets de la fluctuation des prix sur les populations vulnérables et évaluer les progrès réalisés, suite à l'édition 2008 de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale. Les participants, venus de 126 pays, ont fait part de leur soutien au Groupe spécial sur la crise alimentaire mondiale et se sont accordés sur l'importance d'un processus, intégratif et large, de consultations sur les options menant à l'établissement d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

**CDD-17:** Tenue du 4 au 15 mai 2009, au Siège de l'ONU à New York, cette réunion a pris des décisions fondées sur les discussions qui avaient eu lieu à la CDD-16. Ils y ont souligné, entre autres, le besoin urgent de prendre à bras le corps les questions de sécurité alimentaire et de développement agricole, et ont fait état des décisions pertinentes prises sur ces sujets ainsi que sur celui du commerce, par différentes instances. Ils y ont intégré des références au «droit à une nourriture adéquate» et à l'éradication de la pauvreté en milieu rural. Ils ont appelé à l'établissement d'un nouveau partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et à une révolution verte, propre à stimuler la productivité agricole et la production et la sécurité alimentaires.

**L'édition 2009 du Sommet du G8:** Lors du Sommet du G8, tenu à L'Aquila, Italie, du 8 au 10 juillet 2009, les dirigeants du G8 et de 34 Etats et institutions et organismes internationaux ont approuvé une Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale («Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire»). Ils ont accueilli avec satisfaction les engagements pris par les pays représentés à L'Aquila pour la mobilisation de 20 milliards de dollars sur trois ans, au moyen d'une stratégie coordonnée et globale, axée sur le développement agricole durable, tout en veillant au maintien d'un engagement fort pour la garantie d'une aide alimentaire d'urgence adéquate. La stratégie porte, entre autres, sur le développement agricole et rural, sur la nécessité d'un financement soutenu et prévisible et sur la suppression des restrictions ou des taxes extraordinaires imposées aux exportations de produits alimentaires et, en particulier, ceux devant servir à des fins humanitaires. Mettant l'accent sur la nécessité d'une meilleure gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire, la Déclaration prend l'engagement de faire progresser la mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, d'ici fin 2009.

## LE CHEMIN VERS LE SOMMET MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

**Forum d'experts de haut niveau: Comment nourrir le monde en 2050:** Plus de 300 spécialistes internationaux se sont réunis à Rome, Italie, les 12 et 13 octobre 2009 pour aborder le défi consistant à répondre à la demande alimentaire mondiale d'ici 2050, en vue d'apporter une contribution au débat qui a suivi le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Ces spécialistes ont signalé que la demande mondiale de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de fibres, est susceptible d'augmenter d'environ 70% au cours de la première moitié de ce siècle. Ils ont souligné que dans les pays en développement, l'agriculture aurait besoin d'investissements nets à hauteur de 83 milliards de dollars par an (soit une

augmentation d'environ 50%) s'il doit y avoir suffisamment d'aliments pour nourrir une population de 9,1 milliards de personnes, prévue en 2050. Les experts ont examiné les défis posés par le changement climatique, la demande en matière de biocarburants et les demandes concurrentielles en terre et en eau, et ont débattu des investissements adéquats et options de politique nécessaires à la sécurité alimentaire au cours des quarante prochaines années.

**Trente-cinquième session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale:** Etabli à la suite de la crise alimentaire des années 1970 et sur recommandation de la Conférence alimentaire mondiale de 1974, le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est l'instance onusienne chargée de l'évaluation et du suivi des politiques de sécurité alimentaire mondiale. A sa trente-cinquième session, tenue à Rome, Italie, du 14 au 17 octobre 2009, les membres du CSA se sont accordés sur de vastes réformes qui faisaient du CSA la plate-forme inclusive avant tout internationales et intergouvernementales qui s'occupent de la sécurité alimentaire et la nutrition, et d'une composante centrale de l'évolution du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les réformes du SCF sont destinées à focaliser la vision et le rôle du Comité sur la coordination des efforts déployés à l'échelle mondiale pour éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire pour tous.

**Réunion pré-sommet et manifestations connexes:** Trois événements spéciaux ont précédé le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, à savoir: un forum de la société civile, pour les ONG, les organisations de la société civile et les organisations d'agriculteurs, qui s'est tenue à Rome, Italie, entre les 14 et 16 novembre 2009; un forum du secteur privé, tenu à Milan, Italie, les 12 et 13 novembre 2009 et une réunion de parlementaires des parlements nationaux, tenue à Rome, Italie, le 13 novembre 2009. En outre, le Mouvement des non alignés (MNA) a tenu le deuxième Sommet des Premières Dames des pays du MNA, le dimanche 15 novembre 2009, au siège de la FAO à Rome, Italie.

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

### PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (le Sommet) s'est ouvert, à Rome, le 16 novembre 2009. Le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf, a souhaité aux délégués la bienvenue au Sommet et a exprimé sa gratitude à l'Arabie Saoudite pour la fourniture des fonds nécessaires à l'organisation du Sommet. Renato Schifani, président du Sénat italien, a souligné que l'accès à l'alimentation et l'accès à l'eau



Ban Ki-moon, le Secrétaire général de l'ONU

M. Diouf a mis en garde que la question de la faim est en déclin, comme en témoigne l'absence de certains dirigeants mondiaux importants à ce Sommet. Il a appelé à davantage d'investissements dans l'agriculture pour vaincre la faim. Il a exprimé l'espoir de voir, après sa réforme, le Comité de la FAO pour la sécurité alimentaire mondiale (CSA) servir de grande plate-forme internationale pour se pencher de manière efficace sur la question de sécurité alimentaire.



Jacques Diouf, Directeur général de la FAO



Silvio Berlusconi, Premier ministre d'Italie et président du Sommet

Silvio Berlusconi, Premier ministre d'Italie et président du Sommet, a souligné le besoin de traduire les paroles en actes. Les délégués ont élu comme vice-présidents du Sommet: Mahaman Moussa (Niger); Li Zhengdong (Chine), Eva Kjer Hansen (Danemark), Michelle Bachelet Jeria (Chili); Abdul Latif Jamal Rashid (Iraq); Alonzo Fulgham (Etats-Unis) et David Carter (Nouvelle Zélande). Les délégués ont adopté l'ordre du jour (WSFS 2009/1 Rev.1) et le calendrier des travaux (SFMS 2009/INF/1 Rev.1).



L'estrade lors de la cérémonie d'ouverture



Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, a accueilli Sa Sainteté le Pape Benoît XVI

Mohammad Saeed Nouri-Naeni, président du Groupe de travail à composition non limitée, a présenté la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire. Les délégués l'ont adoptée par acclamation.

Dans un discours liminaire donné à la mi-matinée, Sa Sainteté le Pape Benoît XVI a exhorté les dirigeants du monde à sensibiliser la conscience publique sur le droit à la nourriture et à l'eau pour tous, sans discrimination, et a souligné le rôle important de la FAO dans la mise en exergue de ces droits. Reconnaisant les différentes étapes ou développements, il a appelé à une relation de parité entre les pays pour s'assurer que chacun d'entre eux agisse en tant que protagoniste.



Sa Sainteté le Pape Benoît XVI

## DÉCLARATION DU SOMMET MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La Déclaration contient une introduction et deux chapitres portant sur les objectifs stratégiques et sur les engagements et actions. Il s'ouvre par un engagement pris par les chefs d'État et de gouvernement et leurs représentants, à prendre des mesures urgentes pour éradiquer la faim dans le monde.

Dans l'introduction, la Déclaration signale que le nombre de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté dépasse aujourd'hui 1 milliard, et que, pour nourrir une population mondiale qui, en 2050, dépasserait 9 milliards, la production agricole devra augmenter de 70%.

Dans le chapitre consacré aux objectifs stratégiques, la Déclaration énonce un certain nombre d'objectifs, consistant à :

- Veiller à la prise de mesures d'urgence nationales, régionales et mondiales pour réaliser pleinement le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) et celui du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, qui consistent à réduire de moitié la proportion et le nombre de personnes qui souffrent de la faim et de la malnutrition, d'ici 2015.
- Travailler au sein du Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition et en s'appuyant sur les structures existantes, à l'amélioration de la gouvernance et de la coopération et à la promotion d'une meilleure

coordination aux niveaux mondial, régional et national. Mettre en œuvre la réforme du CSA, qui est la plate-forme intégrative internationale et intergouvernementale la plus importante pour les acteurs engagés, pour faire progresser le partenariat mondial.

- Inverser le déclin du financement de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural dans les pays en développement et favoriser de nouveaux investissements.
- Faire face aux défis posés par le changement climatique à la sécurité alimentaire et prendre des mesures d'adaptation et d'atténuation dans le secteur de l'agriculture.

La Déclaration stipule que, pour atteindre ces objectifs stratégiques, les engagements et les actions seront basées sur les cinq principes de Rome pour une sécurité alimentaire mondiale durable. Le chapitre consacré aux engagements et actions énonce ces principes comme suit (les cinq principes sont écrits ci-dessous en gras et sont suivis d'un bref résumé du texte qui suit chacun d'entre eux dans la Déclaration) :

- **Investir dans des plans appartenant aux pays eux-mêmes et visant à canaliser les ressources vers des programmes et des partenariats bien conçus et axés sur les résultats.** Les défis de la sécurité alimentaire doivent être articulés à l'échelle nationale et fondés sur une consultation avec l'ensemble des principales parties prenantes.
- **Favoriser la coordination stratégique aux niveaux national, régional et mondial pour améliorer la gouvernance, promouvoir une meilleure affectation des ressources, éviter la duplication des efforts et identifier les lacunes en matière de réactivité.** Le rôle important du CSA est soutenu, en particulier, dans les domaines de la coordination à l'échelle mondiale, de la convergence politique, de l'aide et des conseils aux pays et aux régions, ainsi que la création d'un Groupe d'experts de haut niveau, dont le but est d'assurer la fourniture régulière de conseils fondés sur des preuves scientifiques.
- **S'efforcer d'obtenir une approche mondiale de sécurité alimentaire, à deux voies, composée 1) d'une action directe visant à résoudre immédiatement la faim pour les plus vulnérables et, 2) de programmes à moyen et à long termes de développement rural, d'agriculture durable, de sécurité alimentaire, de nutrition visant à éliminer les causes profondes de la faim et de la pauvreté, notamment, à travers la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate.** La Déclaration affirme le droit de tous à l'accès à une alimentation saine, suffisante et nutritive. Des mesures seront prises pour

permettre aux agriculteurs, en particulier les femmes et aux petits agriculteurs des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, de s'adapter aux, et d'atténuer les, effets de ces derniers, au moyen de technologies appropriées et de pratiques qui améliorent la résistance des systèmes agricoles.

- **Assurer un rôle important au système multilatéral par des améliorations durables de l'efficacité, de la réactivité, de la coordination et de l'efficacité des institutions multilatérales.** La Déclaration encourage le renforcement de la coordination entre toutes les institutions des Nations Unies, en particulier, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et les institutions financières internationales. Le travail important entrepris par le Groupe spécial de haut niveau des Nations unies sur la crise de la sécurité alimentaire mondiale (GSHN) est reconnu.
- **S'assurer de l'engagement soutenu et substantiel de tous les partenaires à l'investissement dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, avec fourniture des ressources nécessaires en temps opportun et de manière fiable, destinées à des plans et programmes pluriannuels.** La Déclaration réaffirme tous les engagements de l'aide publique au développement (APD), y compris l'engagement pris par de nombreux pays industrialisés pour atteindre l'objectif de 0,7% du produit national brut pour l'APD aux pays en développement, d'ici 2015. Elle accueille avec satisfaction les engagements de la Déclaration conjointe de L'Aquila en faveur de la sécurité alimentaire mondiale, de Juillet 2009, notamment ceux en faveur de l'objectif consistant à mobiliser 20 milliards de dollars, sur trois ans.
- Pour le texte intégral de la Déclaration, se référer à: [http://www.fao.org/fileadmin/templates/wfsf/Summit/Docs/Final\\_Declaration/WFSF09\\_Declaration.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/wfsf/Summit/Docs/Final_Declaration/WFSF09_Declaration.pdf)

## SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Après la cérémonie inaugurale et durant le reste du Sommet, 148 pays et représentants d'organismes ont fait des déclarations en séance plénière. Les intervenants comprenaient 42 chefs d'État et de gouvernement, 81 ministres et représentants de niveau ministériel, 12 ambassadeurs et autres représentants des pays, et 9 représentants de divers organismes et agences. Le Président de la Commission européenne (CE) et Vice-Premier ministre de Suède, pays qui assure actuellement la présidence de l'Union européenne (UE), a également pris la parole.

**Les intervenants:** Les pays suivants étaient représentés par leurs chefs d'État et de gouvernement: La Jamahiriya arabe libyenne, l'Égypte, le Brésil, le Qatar, le Chili, la Slovaquie, la Guyane, le Mali, les Seychelles, le Malawi, l'Angola, le Bangladesh, l'Albanie, la Zambie, la République-Unie de Tanzanie, le Suriname, le Swaziland, Saint-Marin, le Burundi, la République centrafricaine, le Tchad, le Gabon, le Mozambique, les Comores, le Zimbabwe, la Guinée-Bissau, la République du Congo, le Paraguay, le Sierra Leone, la Turquie, le Maroc, les Iles Cook, l'Arménie, Andorre, Fidji, la Somalie, la Malaisie, le Cambodge, le Turkménistan, le Cameroun, l'Indonésie, la Chine et l'Afrique du Sud.

Les pays suivants étaient représentés par des ministres et des représentants de niveau ministériel: l'Espagne, la Fédération de Russie, l'Inde, la France, l'Allemagne, la Norvège, Cuba, la Mauritanie, l'Arabie saoudite, l'Algérie, la Gambie, le Koweït, le Nigeria, l'Autriche, les Emirats Arabes Unis, l'Italie, la Jordanie, le Sénégal, Bahreïn, le Rwanda, le Kirghizistan, le Cap-Vert, l'Islande, Bhoutan, l'Ouganda, la Mongolie, la Moldavie, la Namibie, le Lesotho, Niue, la République démocratique du Congo, le Népal, le Ghana, les Pays-Bas, la République islamique d'Iran, l'Argentine, le Laos, le Viet-Nam, la Serbie, la Barbade, Haïti, les Philippines, le Guatemala, le Yémen, le Salvador, la Suisse, le Danemark, le Portugal, la Syrie, le Kenya, la République de Corée, le Pakistan, l'Uruguay, l'Irak, le Canada, le Soudan, Myanmar, l'Irlande, Oman, Madagascar, la Finlande, la Thaïlande, le Botswana, Trinité-et-Tobago, Djibouti, Panama, l'Equateur, Samoa, Israël, le Luxembourg, la Slovaquie, Saint-Kitts



Les délégués au cours du Segment de haut-niveau

& Nevis, les Iles Salomon, le Burkina Faso, l'Australie, le Libéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Kazakhstan, la Nouvelle - Zélande, le Belize et la Palestine.

D'autres représentants ont pris la parole au nom des pays suivants: le Venezuela, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, la Croatie, Maurice, les États-Unis, Malte, Chypre, le Royaume-Uni, l'Afghanistan, le Japon et la Grèce.

Les organisations et institutions suivantes ont également fait des déclarations: La Commission de l'Union africaine, le Fonds commun pour les produits de base, la Banque islamique de développement, le Groupe de contact pour la réforme de la commission de la sécurité alimentaire mondiale, Biodiversity International, Droit à l'alimentation, le Bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Organisation météorologique mondiale.

**Les déclarations:** Les délégués ont regretté que les participants au Sommet soient loin d'atteindre l'objectif établi lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées à la date butoir de 2015. Plusieurs intervenants ont signalé qu'en fait, le nombre de personnes touchées par la faim a augmenté de 100 millions depuis 2008. Certains ont applaudi l'attention accrue portée à la sécurité alimentaire depuis 2008, mais d'autres ont souligné que l'absence de plusieurs pays riches à ce Sommet est un signe de l'absence d'un sens d'urgence qui entoure cette question.

De nombreux délégués étaient d'avis que l'alimentation n'est pas seulement essentielle pour la survie de l'homme mais qu'elle est aussi un droit humain fondamental. Certains pays ont insisté pour que la sécurité alimentaire et nutritionnelle soit considérée comme un droit légal, et l'éradication de la faim, une norme de droit international. Faisant état de la prolifération de maladies comme le diabète de type 2, les maladies cardiaques et le cancer dans les pays en développement, un délégué a souligné le caractère critique de la qualité des aliments et l'impératif de s'assurer que les populations des pays en développement aient accès à une nourriture riche en énergie et nutriments. Il a indiqué que cela nécessitait des investissements dans l'intensification et la diversification de l'agriculture. Certains délégués ont souligné l'importance des protéines de poisson pour l'alimentation de la plupart des pauvres dans le monde, et ont souligné que la détérioration des milieux marins menaçait la sécurité alimentaire.

Les délégués ont souvent souligné l'existence d'une corrélation entre les crises économique, financière et alimentaire, mais la manière dont ces crises sont interconnectées reste contestée. La plupart des délégués ont convenu, toutefois, que la négligence de l'agriculture et du développement rural de la part, à la fois des pays industrialisés, des pays en développement et des organismes donateurs, au cours des dernières décennies, a été un contributeur majeur à l'insécurité alimentaire, et ont appelé à un accroissement des investissements. Une délégation a indiqué que la sécurité alimentaire et le développement rural sont les responsabilités de plusieurs ministères et pas uniquement de celui de l'agriculture.

Plusieurs ont souligné que l'agriculture est l'un des moteurs de croissance les plus puissants dans les pays en développement, mais que les budgets ont diminué au cours des dernières décennies. Ils ont soutenu que les investissements dans ce secteur ne devraient pas être réduits en raison de la crise financière. Des représentants de plusieurs pays africains ont noté qu'ils s'efforçaient de consacrer 10% de leurs budgets nationaux à l'agriculture, comme stipulé dans la Déclaration de Maputo de 2003 de l'Union africaine. Ils ont énuméré différents domaines où l'investissement est nécessaire, en insistant sur le besoin d'investir dans les petits agriculteurs et les agricultrices, en particulier.

Bien que les délégués aient convenu que la sécurité alimentaire est un problème national, régional et mondial qui exige une action coordonnée entre tous les niveaux, ils ont divergé dans leurs analyses de l'entité qui devrait assumer la responsabilité d'assurer la sécurité alimentaire ou des rôles devant être joués par les différents acteurs. Certains pays en développement ont évoqué la dette qui leur est due pour les années d'exploitation coloniale de leurs ressources, tandis que d'autres ont blâmé le système capitaliste mondial. Certains ont déclaré que les pays industrialisés devaient prendre l'initiative en fournissant une assistance financière et technique, en vue de la sécurité alimentaire, et que les pays en développement devaient assurer un environnement favorable aux investissements. D'autres délégués ont suggéré que le devoir des pays industrialisés n'est pas de fournir des aides, mais de créer les conditions propices pour le développement, mettant l'accent sur le transfert de technologie, le renforcement des capacités et l'accès au marché. Plusieurs pays européens ont déclaré qu'une augmentation des ressources devait aller de pair avec une bonne gouvernance. Les délégués des pays industrialisés comme ceux des pays en développement ont appelé à des programmes conduits par les pays eux-mêmes, qui contribuent à la sécurité alimentaire.

Les pays en développement ont examiné des approches susceptibles d'être adoptées en matière de mobilisation des investissements, certains d'entre eux notant que le progrès économique dans les pays pauvres aura des effets positifs sur le commerce international. Un délégué a suggéré de mener une campagne à l'attention des habitants des pays industrialisés, pour renforcer la volonté politique nécessaire à la fourniture de financements aux pays en développement. Un autre a dit que nombre de besoins alimentaires des pays en développement pouvaient être présentés sous forme de propositions commerciales et bancaires attrayantes pour les pays industrialisés. D'autres étaient d'avis que les pays en développement devaient se concentrer sur le commerce et les transactions commerciales, pas sur l'aide.

Dans leurs déclarations, les représentants des pays en développement ont décrit le soutien dont ils ont besoin de la part des pays industrialisés. Plusieurs ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud ou de la coopération triangulaire. Les pays en développement ont appelé à soutenir: les mécanismes pour stimuler le transfert de technologie, le renforcement des capacités dans le domaine du traitement des produits primaires pour des recettes accrues de l'export, et des programmes ciblés permettant d'accroître la production agricole des pays les moins avancés. Le délégué d'un pays a appelé la FAO à apporter une aide spécifique à la recherche scientifique pour l'agriculture dans les pays en développement, et un autre, à créer des banques de semences améliorées, pour la sécurité alimentaire. Certains orateurs ont souligné la nécessité de stocks alimentaires internationaux à la disposition de tous les pays en situation d'urgence. Les pays asiatiques ont mis en relief le récent accord conclu par les pays du sud-est asiatique pour établir une Réserve de riz pour les situations d'urgence en Asie orientale. Certains délégués africains ont encouragé la production d'intrants, tels que les engrais, en Afrique.

Plusieurs pays en développement ont mis en exergue des actions et des programmes nationaux fructueux visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et promouvoir le développement agricole et rural et l'alimentation. Ils ont, entre autres, décrit: des stratégies nationales pour atteindre l'OMD

consistant à réduire de moitié, d'ici 2015, la pauvreté et la faim; des stratégies de sécurité alimentaire qui comprennent la diversification économique, l'agriculture durable, les programmes de sécurité sociale et des plates-formes intersectorielles visant à intégrer la société civile; les stratégies de réforme agraire; les incitations fiscales; les subventions aux petits exploitants agricoles; des programmes de fourniture des équipements; et des programmes de fourniture de crédit pour les agriculteurs. Certains délégués ont décrit les investissements dans l'infrastructure rurale et divers types de technologies adaptées aux différentes conditions. D'autres ont décrit les partenariats régionaux dans lesquels ils se sont engagés afin de se prémunir contre l'insécurité alimentaire. Le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine a été souligné.

De nombreux pays industrialisés ont mis en relief les engagements bilatéraux et multilatéraux en vue de lutter contre la sécurité alimentaire, notamment: une aide accrue pour la sécurité alimentaire, le développement agricole et rural, et l'alimentation; faire de la sécurité alimentaire une des hautes priorités de l'aide de leur pays; et le déliement de l'aide alimentaire. Certains pays en développement ont indiqué qu'ils avaient destiné une partie de leurs exportations de produits alimentaires aux pays nécessiteux. La Banque islamique de développement a souligné son accord avec la FAO, conclu le 15 novembre 2009, visant à fournir 1 milliard de dollars pour le développement agricole dans les pays pauvres qui appartiennent aux deux organisations.

Le commerce fut l'objet de débats importants, plusieurs intervenants soulignant l'indivisibilité de la sécurité alimentaire. Décrivant la faim comme le signe le plus cruel et le plus tangible de la pauvreté, Sa Sainteté le Pape Benoît XVI a déploré la faiblesse des mécanismes de sécurité alimentaire actuels, et a encouragé un meilleur accès aux marchés pour les pays pauvres. Plusieurs représentants de pays en développement ont noté la possibilité, pour eux, d'être des exportateurs de produits alimentaires, mais ont déclaré que le manque d'accès au marché, en plus d'une organisation régionale faible et d'une aide insuffisante de la communauté internationale, faisait obstacle à cette possibilité.

Certains délégués ont fait valoir que les produits alimentaires doivent être produits là où c'est la meilleure et la plus efficace façon de le faire, ce qui exige un système commercial qui permet aux produits alimentaires de circuler librement. Mettant en garde contre le fait que les politiques pour renforcer la sécurité alimentaire sur la base de l'autosuffisance réduisent le pouvoir d'achat – qui est essentiel pour réduire la pauvreté – certains ont souligné que le commerce est une composante essentielle d'un ensemble complet visant à atteindre la sécurité alimentaire. Plusieurs pays ont encouragé: des réglementations commerciales transparentes et non discriminatoires; la lutte contre la spéculation sur les prix des produits agricoles; l'accès aux marchés pour les pays en développement; et l'élimination des subventions. Certains ont souligné que la sécurité alimentaire est une responsabilité nationale. Les pays industrialisés ainsi que les pays en développement ont appelé à une conclusion fructueuse du round de Doha des négociations de l'OMC.

Certains pays en développement ont fait objection à l'appel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international visant à réduire la part de l'agriculture dans les économies nationales, et ont encouragé la révision de la classification de la Banque mondiale des économies pour refléter les réalités du terrain.

Plusieurs délégués ont souligné les liens entre l'alimentation et la sécurité mondiale, certains affirmant que la stabilité sociale et la primauté du droit ne peuvent être atteintes si



Ahmad Mohamed Ali Al Madani, président, Banque islamique de développement

les gens ont faim. Certains ont également décrit les défis entourant le partage des eaux transfrontières, notamment dans un contexte croissant de pénurie d'eau. Notant que la coopération mondiale entre les gouvernements en réponse à la crise financière a évité une dépression, certains ont insisté sur la nécessité d'une coopération sur la sécurité alimentaire afin de prévenir un désastre social.

De nombreux orateurs ont insisté sur l'indivisibilité de la sécurité alimentaire par rapport au développement durable. Ils ont également noté les liens à la biodiversité, la désertification et la dégradation des terres. Le lien entre la sécurité alimentaire et les changements climatiques a suscité des discussions importantes. Les délégués ont souligné à la fois les impacts des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire ainsi que le rôle que l'agriculture peut jouer dans l'atténuation des changements climatiques. De nombreux pays ont mis en évidence les effets dévastateurs des catastrophes naturelles sur les populations, les petits Etats insulaires et les pays dotés de régions arides soulignant qu'ils sont particulièrement touchés. S'agissant des biocarburants, certains délégués ont souligné leurs effets potentiellement néfastes sur la sécurité alimentaire, tandis que d'autres ont soutenu que la production et l'utilisation contrôlées des biocarburants de deuxième génération pourraient aider à atténuer le changement climatique et renforcer le développement rural.

Certains délégués ont fait valoir que les prochaines négociations de Copenhague sur les changements climatiques doivent aborder la sécurité alimentaire, plusieurs affirmant que la mobilisation de financements supplémentaires pour la sécurité alimentaire doit être un des principaux résultats. Un certain nombre de pays en développement ont indiqué qu'ils ont besoin de financement pour adapter leurs systèmes de production alimentaire dans le contexte d'un climat changeant. Une délégation de pays industrialisés a souligné la nécessité d'une recherche accrue et d'échange de connaissances sur l'agriculture, en particulier liés aux conséquences des changements climatiques. Plusieurs délégués de pays industrialisés et de pays en développement ont émis l'espoir d'obtenir un résultat positif lors des négociations climatiques de Copenhague, quelques-uns insistant sur le fait qu'un accord juridiquement contraignant doit être atteint.

S'agissant de la Déclaration du Sommet, plusieurs ont noté qu'elle avait été considérablement édulcorée par rapport au projet initial. Toutefois, d'autres ont accueilli avec satisfaction les principes de la Déclaration et fait valoir que c'était un bon point de départ qui a le potentiel de marquer le début d'une ère nouvelle et prometteuse de l'engagement mondial. Faisant référence à la prolifération des sommets et des déclarations, d'autres ont déclaré que la Déclaration peut – et doit – servir de tremplin pour établir des objectifs mesurables et des calendriers pour des actions concrètes en ce qui concerne les approches à court, moyen et long termes pour la sécurité alimentaire.

Les délégués ont souligné les faiblesses dans la Déclaration sur des questions telles que: la spéculation sur les marchés à terme; les agrocarburants; les salaires et les conditions de travail des agriculteurs; et les effets néfastes que l'agriculture conduite par l'export peut avoir sur les petits agriculteurs. Certains ont applaudi la reconnaissance de la Déclaration

des orientations volontaires 2004 de la FAO pour appuyer la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.

Certains ont souligné la nécessité d'approches globales et orientées vers l'action pour aborder la sécurité alimentaire, avec des responsabilités claires pour la société civile, les agences des Nations Unies, le secteur privé, les organisations multilatérales et d'autres parties prenantes pertinentes. D'autres ont souligné la nécessité d'un système participatif de gouvernance mondiale fondé sur la centralité de l'ONU. Ils ont souligné que la bonne gouvernance est nécessaire pour assurer les effets durables des investissements. A ces égards, les délégués ont accueilli avec satisfaction la réforme du CSA, bien que plusieurs aient souligné le besoin de surveillance des réformes pour assurer une meilleure gouvernance mondiale. Certains ont exprimé l'espoir que le CSA puisse devenir le principal forum international pour développer des solutions de sécurité alimentaire, tandis que beaucoup ont souligné la nécessité d'élargir le nombre et les types d'acteurs impliqués pour assurer des politiques ascendantes axées sur les besoins des régions et des communautés.

Plusieurs délégués ont souligné les rôles majeurs que le GSHN du Secrétaire général de l'ONU sur la crise alimentaire mondiale, la FAO et le Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'alimentation, en évolution, devraient jouer. Plusieurs participants ont demandé une meilleure coordination entre la FAO, le PAM, le FIDA et les agences pertinentes des Nations Unies. Ils ont également fait valoir que, bien qu'aucune institution ne soit en mesure d'aborder, seule, la sécurité alimentaire, la FAO peut jouer un rôle plus efficace dans la coordination des actions des institutions compétentes. Certains ont recommandé que la FAO renforce sa coopération avec le secteur privé.

Notant qu'une action concrète nécessite des investissements concrets, plusieurs pays ont salué les engagements pris à L'Aquila pour réunir 20 milliards de dollars sur trois ans au profit de la sécurité alimentaire, mais certains ont fait valoir que ces fonds ne suffisent pas pour faire face à ce problème et ne se sont pas encore matérialisés. Les pays en développement ont exhorté les pays industrialisés à mettre les fonds à disposition en temps opportun. Certaines délégations ont souligné la nécessité de définir les principes d'investissement des fonds, tandis que d'autres ont souligné que le financement ne doit pas être distribué sous forme de dons d'aide alimentaire ou de transferts agricoles.

Veillez vous reporter à <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbvo1150num5f.pdf> et <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbvo1150num6f.pdf> pour une couverture plus détaillée du segment de haut niveau.

## TABLES RONDES

Pendant le Sommet, quatre discussions de tables rondes ont été organisées; elles sont résumées ci-dessous.

**TABLE RONDE 1:** Cette table ronde, tenue le 16 novembre, a abordé les impacts négatifs des crises alimentaire, économique et financière sur la sécurité alimentaire mondiale (voir la note conceptuelle WSFS/2009/RT/1). Saeed Masri, Ministre jordanien de l'Agriculture et Beverley Oda, Ministre



Table ronde 1. De gauche à droite: Koos Richelle, Directeur général de l'Office de coopération EuropeAid de la Commission Européenne; Josette Sheeran, Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies; Saeed Masri, Ministre de l'Agriculture de la Jordanie; Beverley Oda, ministre de la Coopération internationale, Canada; Amit Roy, président et directeur général, Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole; et Ajay Vashee, Farming First.



Table ronde 2. De gauche à droite: Pat Mooney, directeur exécutif, Action Group on Erosion, Technology and Concentration; Maria del Carmen Squeeff, Représentante permanente suppléante de l'Argentine auprès de la FAO; Mariann Fischer Boel, Commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural; Guilherme Cassel, ministre de Développement Agraire, Brésil; Uma Lele, Conseillère spéciale, M.S. Swaminathan Foundation; et Tesfai Teclé, Conseiller spécial de Kofi Annan, président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.

canadienne de la Coopération internationale ont siégé comme coprésidents. Quatre intervenants ont présenté des exposés: Josette Sheeran, Directrice exécutive du PAM; Vashee Ajay, Farming First; Koos Richelle, Directeur général de l'Office de coopération EuropeAid de la CE; et Amit Roy, président et directeur général, Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole.

Les orateurs et les participants ont souligné le rôle des petits exploitants agricoles dans la sécurité alimentaire. Ils ont noté que la majorité des petits exploitants agricoles sont des femmes et ont souligné, entre autres: leur vulnérabilité particulière contre les effets de la crise économique et les subventions agricoles des pays industrialisés; la nécessité d'investir dans les marchés alimentaires locaux, notamment en canalisant l'aide en partie à travers les organisations paysannes; et l'importance de l'accès aux informations et aux contributions des marchés, en particulier les engrais.

En ce qui concerne la façon de réagir aux crises de sécurité alimentaire, les participants ont distingué des actions visant à traiter: la non-disponibilité des aliments; l'inaccessibilité aux aliments causée par les prix élevés des denrées alimentaires; et l'inaccessibilité des aliments en raison de l'incapacité des agriculteurs d'accéder aux marchés. Les participants ont également souligné la nécessité d'améliorer les systèmes d'alerte précoce et de développer des filets de sécurité alimentaire; appelé à une meilleure information statistique pour identifier les pays qui en ont besoin et les actions requises; noté que, suite à une crise alimentaire, les partenariats doivent passer de l'aide au développement; et ont recommandé une planification à l'échelle nationale et des partenariats public-privé.

Pour un résumé plus détaillé de la table ronde, reportez-vous à: <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbvol150num5f.pdf>

**TABLE RONDE 2:** Cette table ronde (voir la note conceptuelle WSFS/2009/RT/2), tenue le 17 novembre, a discuté de la réforme de la gouvernance mondiale en soutien aux stratégies de sécurité alimentaire. Guilherme Cassel, Ministre brésilien du développement agricole, et Mariann Fischer Boel, Commissaire européenne chargée de l'agriculture et du développement rural, ont siégé comme coprésidents. Les intervenants furent: Maria del Carmen Squeeff, Représentante permanente suppléante de l'Argentine auprès de la FAO; Pat

Mooney, directeur exécutif de l'Action Group on Erosion, Technology and Concentration; Uma Lele, Conseillère spéciale, M.S. Swaminathan Foundation; et Tesfai Teclé, conseiller spécial de Kofi Annan, président de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique.

Les participants ont discuté de la réforme du CSA, indiquant qu'avec l'augmentation actuelle du multilatéralisme et de la participation de la société civile, c'est un moment décisif pour la FAO. Ils ont recommandé une diffusion à un plus grand nombre d'acteurs de la prise de décision et l'implication des agences internationales. Ils ont suggéré que le CSA pourrait entreprendre une méta-évaluation de la FAO, du FIDA, du PAM et du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

S'agissant de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire, les participants: ont mis en lumière le rôle des partenariats; ont accueilli avec satisfaction la tendance consistant à apporter de nouveaux acteurs, en particulier la société civile; ont espéré que le débat sur la gouvernance aboutirait à une convergence des actions, en particulier au niveau national; ont appelé à une gouvernance mondiale et une coordination rationalisées entre les niveaux national, régional et mondial; ont insisté sur le rôle des experts; et ont appelé à des réponses à la volatilité des prix.

Pour un résumé plus détaillé de la table ronde, reportez-vous à: <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbvol150num6f.pdf>

**TABLE RONDE 3:** Cette table ronde, tenue le 17 novembre, a abordé la relation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire avec les politiques d'atténuation et d'adaptation (voir la note conceptuelle WSFS/2009/RT/3). Hasina Wajed, Premier ministre du Bangladesh, et Tony Burke, ministre australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, ont siégé comme co-présidents. Les orateurs étaient M.S. Swaminathan, Président, M.S. Swaminathan Foundation; Mahmoud Solh, Directeur général du Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA); Florin Vladu, Administrateur de programme, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et Ger Bergkamp, Directeur Général, World Water Council.

Les orateurs et les participants ont déclaré que la foresterie et les politiques agricoles durables peuvent apporter des avantages pour la réduction de la pauvreté, la sécurité



Table ronde 3. De gauche à droite: Shivaji Pandey, directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO; Florin Vladu, CCNUCC; Mahmoud Solh, Directeur général, ICARDA; coprésident Tony Burke, ministre de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, Australie, coprésident Hasina Wajed, Premier Ministre du Bangladesh; Matia Chowdhury, ministre de l'Agriculture, Bangladesh; M.S. Swaminathan, Président, M.S. Swaminathan Foundation; Ger Bergkamp, Directeur Général, World Water Council; et Alexander Müller, Sous-Directeur général, Gestion des Ressources Naturelles et de l'environnement de la FAO.





Table ronde 4. De gauche à droite: Alexander Sarris, Directeur, Division du commerce et des marchés (EST) de la FAO; Joachim von Braun, directeur général de l'Institut de recherche sur les politiques alimentaires; Kanayo Nwanze, Président du FIDA; la coprésidente Tina Joemat-Peterson, ministre de l'Agriculture, de la foresterie et des pêches d'Afrique du Sud; le coprésident Karel de Gucht, Commissaire européen au Développement; Karen Serres, Fédération internationale des producteurs agricoles; Clemens Boonekamp, directeur de la Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC; Modibo Traoré, Sous-Directeur général de la FAO; et Luisa Dias Diogo, Premier Ministre du Mozambique.

alimentaire, la biodiversité et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Ils ont identifié comme domaines d'action prioritaires: la résilience des systèmes de production alimentaire et des écosystèmes; la conservation des ressources génétiques; et la gestion intégrée des nuisibles et des maladies.

En ce qui concerne l'adaptation, ils ont suggéré que la diversification de la production alimentaire et l'approvisionnement en eau peuvent être une pierre angulaire et ont appelé à une coopération renforcée des pays les plus vulnérables. Ils ont également donné des exemples de planification de l'adaptation proactive, y compris, notamment: l'élaboration de scénarios régionaux; l'élargissement de la gamme de variabilité génétique; le développement de variétés de cultures pour différents scénarios climatiques; et le renforcement des réserves d'eau pour l'irrigation et le bétail. Discutant de la contribution de l'agriculture à l'atténuation, les participants ont insisté sur la priorité de répondre aux demandes alimentaires mondiales, ont appelé à promouvoir une agriculture et une gestion durable des forêts dans le régime climatique, et ont encouragé la recherche concernant des pratiques agricoles amies du climat.

Pour un résumé plus détaillé de la table ronde, reportez-vous à: <http://www.iisd.ca/download/pdf/sd/ymbv01150num6f.pdf>

**TABLE RONDE 4:** Cette table ronde, tenue le 18 novembre, a abordé les mesures visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale (voir la note conceptuelle WSFS/2009/RT/4). Dans une déclaration liminaire, Luisa Dias Diogo, Premier Ministre du Mozambique, a décrit l'expérience de son pays dans le renforcement de la production alimentaire, et a insisté sur l'affectation des ressources, la création d'un système financier rural, de la paix et de la stabilité politique et du leadership.

Le coprésident Karel de Gucht, Commissaire européen au Développement, a décrit les politiques commerciales de l'UE comme ne créant pas de distorsion, et a souligné que les petits agriculteurs ont besoin d'infrastructures et de politiques fiscales encourageantes. Le coprésident Tina Joemat-Peterson, ministre de l'agriculture, des forêts et des pêches de l'Afrique du Sud, a déclaré que la production agricole est la pierre angulaire du développement économique, et a proposé des partenariats pour accroître la production et assurer la sécurité alimentaire. Kanayo Nwanze, Président du FIDA, a déclaré que la sécurité alimentaire fait partie intégrante de la sécurité internationale. Il a souligné l'investissement cohérent, la recherche et l'accès aux marchés. Clemens Boonekamp, directeur de la Division de l'agriculture et des produits de base de l'OMC, a parlé des aspects positifs du commerce, a mis en garde contre le protectionnisme et la notion d'autosuffisance, et a expliqué l'état des négociations de Doha. Joachim von Braun, directeur général de l'Institut de recherche sur les politiques alimentaires, a indiqué que la recherche sur les histoires de succès a démontré des caractéristiques communes comme l'accent placé sur la science et technologie, les incitations pour le secteur privé, les investissements et le leadership. Karen Serres, Présidente du Comité des agricultrices de la Fédération

internationale des producteurs agricoles, a déclaré que les politiques commerciales doivent favoriser les petits agriculteurs dans les chaînes de valeur des aliments.

Les ministres et les autres délégués ont examiné, en particulier: l'agriculture comme composante d'un ensemble de politique globale; le développement rural intégré; les mesures pour stimuler la production alimentaire; l'accès des petits agriculteurs aux marchés; l'agriculture familiale de subsistance et le régime foncier; les restrictions commerciales; l'accaparement des terres dans le cadre d'une pénurie croissante des aliments; les répercussions des changements climatiques; et le rôle des femmes.

## CLÔTURE DU SOMMET

Le mercredi matin, les représentants des réunions précédant le Sommet ont résumé leurs contributions au Sommet et à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Le résultat de la réunion des parlementaires comprend des recommandations pour: adopter des cadres juridiques et législatifs pour protéger le droit à l'alimentation; l'autonomisation des femmes, notamment en assurant leur accès à la terre, aux crédits et aux marchés; le budget de la sécurité alimentaire; et pour des efforts en vue de concrétiser les OMD d'ici 2015. Les participants à la réunion du secteur privé ont accepté une charte qui traite des questions liées à la productivité et l'efficacité, à la durabilité, aux chaînes de valeur alimentaire et aux pratiques commerciales, et des partenariats et des politiques habilitantes. Ils ont convenu que l'Expo 15, dont le thème est "Pour nourrir la Planète. Énergie pour la vie" et qui se tiendra en 2015 à Milan, en Italie, sera une plate-forme importante pour faciliter les actions mondiales et locales visant à promouvoir la sécurité alimentaire. La Déclaration de la réunion des ONG et de la société civile note, entre autres: la demande pour la souveraineté alimentaire; le droit à une alimentation disponible, accessible, nutritive et culturellement acceptable; la possibilité pour le CSA de devenir le principal organisme inclusif international pour la sécurité alimentaire dans le système des Nations Unies ainsi que le manque de moyens financiers suffisants pour lui permettre d'atteindre cet objectif; et les travaux requis au sein du CSA afin d'assurer la cohérence entre les différents organismes au sein de l'infrastructure globale de sécurité alimentaire.

Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO, a résumé les quatre tables rondes qui se sont tenues pendant le Sommet.



Alexander Müller, Sous-Directeur général de la FAO

Marcela Villarreal, FAO, a lu un projet de message du deuxième Non-Aligned Movement (NAM) First Ladies Summit, qui s'est tenu à Rome, le 15 novembre 2009. Elle a noté qu'en soulignant qu'elles représentent plus de 2 milliards de femmes originaires de pays en développement, les participantes ont indiqué que l'agriculture et le développement rural sont essentiels pour la sécurité alimentaire. Villarreal a expliqué que les participantes ont déclaré que les femmes



Marcela Villarreal, FAO

doivent jouer un rôle crucial, mais n'ont pas accès aux ressources de base y compris la terre, le financement, et les apports technologiques et a appelé les gouvernements à prioriser la sécurité alimentaire et les agences de l'ONU à fournir un cadre pour le renforcement des capacités pour les femmes, y compris, notamment: les conditions juridiques et institutionnelles pour l'accès des femmes aux ressources; l'identification des meilleures pratiques; l'élaboration de données ventilées par sexe; et une coopération accrue des pays et organisations en mettant l'accent sur les femmes.

Diouf a remercié tous les délégués pour leur participation et leur enthousiasme, et pour l'adoption à l'unanimité de la Déclaration du Sommet. Il a indiqué que des mesures importantes avaient été prises pour atteindre l'objectif d'un monde libéré de la faim, et a exhorté tous les pays à prendre des mesures concrètes et urgentes, même si la Déclaration ne définit pas des objectifs quantifiés ou des délais. Rappelant aux participants que "la faim ne peut attendre", il a clos le sommet à 12h44.

## RÉUNIONS A VENIR

**QUINZIÈME CONFÉRENCE DES PARTIES À L'UNFCCC ET CINQUIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE KYOTO:** La CdP 15 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la CdP/RdP 5 du Protocole de Kyoto auront lieu du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague, Danemark. Ces réunions coïncideront avec les 31<sup>e</sup> réunions des organes subsidiaires de la CCNUCC. Dans le cadre de la "feuille de route" adoptée à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Bali en décembre 2007, la CdP 15 et la CdP/RdP 5 devraient finaliser un accord sur un cadre pour la lutte contre les changements climatiques après 2012 (lorsque la première période d'engagement du protocole de Kyoto arrivera à son terme). Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat de la CCNUCC; tél: +49-228-815-1000; fax: +49-228-815-1999; courriel: secretariat@unfccc.int; Internet: [http://unfccc.int/meetings/unfccc\\_calendar/items/2655.php?year=2008](http://unfccc.int/meetings/unfccc_calendar/items/2655.php?year=2008)

**SOMMET DES REGIONS DU MONDE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:** Cette réunion se tiendra du 18 au 19 janvier 2010 à Dakar, au Sénégal. Organisée sur la base d'un questionnaire envoyé aux régions du monde pour collecter des informations sur les questions liées à l'alimentation, ce Sommet aidera à identifier les domaines spécifiques dans lesquels la coopération entre les régions peut apporter une valeur ajoutée aux initiatives nationales et internationales. Le Sommet réunira des représentants des autorités locales, des gouvernements nationaux et des organisations internationales afin de proposer des solutions innovantes pour lutter contre l'insécurité alimentaire. Pour plus d'informations, contacter: Marie Imbs; courriel: marie.imbs@crpm.org; Internet: <http://www.regionsfoodsummit.org/en/index.php>

**CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RECHERCHE AGRICOLE POUR LE DÉVELOPPEMENT:** Cette conférence sera organisée par le Forum mondial sur la recherche agricole (GFAR), à Montpellier, France, du 28 au 31 mars 2010. La Conférence fournira un plan d'action global et une stratégie pour améliorer la recherche agricole en vue de maximiser l'impact sur le développement, en particulier des pauvres. Ces plan et stratégie seront établis par le biais de consultations avec les représentants d'un large éventail d'acteurs de la recherche agricole dans le monde. Pour plus d'informations, contacter: Secrétariat du GFAR; tél: +39-06-5705-3413; fax: +39-06-5705-3898; courriel: [gcard2010@fao.org](mailto:gcard2010@fao.org); Internet: <http://www.egfar.org/egfar/website/gcard>

**SOMMET ALIMENTAIRE DU PACIFIQUE: ACTION DE FACILITATION POUR UNE REGION DU PACIFIQUE BENEFICIAIRE D'UNE SECURITE ALIMENTAIRE:** Ce sommet est prévu en avril 2010, et vise à réunir des leaders de la santé, de l'agriculture et de l'industrie sur le thème de la sécurité alimentaire. Ils vont finaliser une Déclaration du Pacifique sur la sécurité alimentaire et un plan d'action qui l'accompagne. Le Groupe de travail Pacifique Secure (FSP) a été établi en tant qu'organe préparatoire. Pour plus d'informations, contacter: Colin Bell; courriel: [bella@who.int](mailto:bella@who.int); Internet: <http://foodsecurepacific.org/summit.html>

**EDITION 2010 DU SOMMET DES LEADERS DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES:** Ce sommet, sur invitation uniquement, aura lieu les 24 et 25 juin 2010 à New York. Il réunira les leaders de tous les secteurs pour rehausser le rôle du secteur des affaires et de l'investissement responsables dans la réalisation de la transformation nécessaire vers des marchés plus durables et inclusifs. Le Sommet traitera, entre autres, le défi des changements climatiques et les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Pour plus d'informations, contacter: Nessa Whelan; [whelan@un.org](mailto:whelan@un.org); Press contact: Matthias Stausberg; tél: +1-917-367-3423; fax: +1-212-963-1207; courriel: [stausberg@un.org](mailto:stausberg@un.org); internet: [http://www.unglobalcompact.org/newsandevents/2010\\_Leaders\\_Summit/index.html](http://www.unglobalcompact.org/newsandevents/2010_Leaders_Summit/index.html)

**EDITION 2010 DU SOMMET DU G8:** Ce Sommet aura lieu du 25 au 27 juin 2010 à Muskoka, en Ontario, au Canada. La présentation d'un premier rapport de responsabilité sur le développement en Afrique est attendue. Internet: <http://www.canadainternational.gc.ca/g8/index.aspx>

## GLOSSAIRE

CSA	Comité sur la sécurité alimentaire mondiale
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
CE	Commission européenne
UE	Union européenne
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GSHN	Groupe spécial de haut niveau (GSHN)
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
APD	Aide publique au développement
PAM	Programme alimentaire mondial
OMC	Organisation mondiale du commerce